

Drogues : une seule solution, légalisation !

lundi 20 juin 2011, par [BOULANGE Antoine](#) (Date de rédaction antérieure : 16 juin 2011).

Depuis des années, différents gouvernements entendent mener une guerre totale à la drogue. Mais que ce soit en termes de consommation ou de santé publique, elle a fait la preuve de sa totale inefficacité. En France, seuls le NPA et Europe Écologie-les Verts se prononcent pour la légalisation.

Le 18 juin, comme chaque année, à l'appel du Centre d'information et de recherche cannabique (Circ), des rassemblements vont avoir lieu en France, dénonçant la politique de répression, demandant l'abrogation des lois antidrogues de 1970 et la légalisation du cannabis. La critique de la politique internationale de criminalisation et de « guerre à la drogue » est également venue ces derniers jours de l'intérieur même du système capitaliste. La Global Commission on Drug Policy, qui ne regroupe pas des adeptes de Bob Marley ou du sweat à capuche, mais des personnalités comme les anciens présidents brésilien Cardoso, colombien Gaviria, mexicain Zedillo, l'ancien secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, vient de reconnaître « l'échec » de la politique internationale actuelle. Elle déclare ainsi que « *50 ans après la signature de la Convention de l'ONU sur les drogues et 40 ans après que le président Nixon eut lancé la guerre antidroque du gouvernement nord-américain, il est urgent de réformer les politiques nationales et mondiales de contrôle des drogues* » et constate que « *les initiatives de décriminalisation n'aboutissent pas à une augmentation significative de la consommation de drogues* », recommandant même de « *mettre fin à la criminalisation, la marginalisation et la stigmatisation des personnes consommant des drogues mais qui ne causent pas de dommage aux autres* ».

Bien évidemment, le ministre de l'Intérieur Guéant, dans sa surenchère raciste et sécuritaire permanente, s'est empressé d'y répondre : « *j'y suis absolument opposé. La drogue, c'est quelque chose qui est dangereux sur le plan de la santé* » et d'en profiter pour stigmatiser une fois de plus les jeunes de banlieue : « *Par rapport à la délinquance et au phénomène de bandes, il a été observé partout où le cannabis a été dépénalisé que les bandes s'emparaient du trafic d'autres substances.* » Il aurait été mieux inspiré de lire le rapport de cette commission qui reprend le constat fait par toutes les analyses sérieuses : la politique de prohibition n'est efficace ni en termes de santé (c'est même le contraire), ni en termes de contrôle du trafic. En 2008, on estime que 42 % des jeunes de 17 ans en France ont fumé du cannabis (taux le plus élevé en Europe) alors que les lois de 1970 sont les plus répressives. Au Portugal, depuis 2001, la consommation de toutes les drogues a été dépénalisée sans que l'usage augmente et les Hollandais consomment moins de drogue que les Français.

Une guerre sociale...

La « guerre à la drogue » est avant tout une guerre sociale et sert des objectifs politiques. Aujourd'hui, on stigmatise le trafic à Sevran (Seine-Saint-Denis) car cela permet de viser les jeunes, les immigrés, les pauvres. Les problèmes sont bien réels dans les banlieues mais la drogue n'en est pas la cause. La situation actuelle est la conséquence du chômage de masse, de la misère économique. Plusieurs milliers de jeunes sont incarcérés chaque année pour consommation et trafic de cannabis, principalement issus de milieux populaires, alors que tout le monde sait que la drogue

circule partout. Jean-Luc Delarue qui a avoué consommer 10 000 euros de cocaïne par mois dans le 6^e arrondissement de Paris, n'a pas fait un seul jour de prison. Il est évident que la police et la justice mènent sur la question des drogues une politique anti-jeunes, au faciès, afin de maintenir un contrôle sécuritaire et économique en banlieue.

...et inefficace

Cette politique ne peut mener qu'à une impasse, comme le montre la situation au Mexique. Depuis 2006, le gouvernement a déclaré la guerre « totale » aux cartels de la drogue en envoyant 50 000 militaires (ce que demande de manière totalement absurde Gatignon, le maire EÉ-LV de Sevran...) en plus de la police. Résultat : 30 000 morts et un trafic qui n'a jamais été aussi élevé. Tout ceci se faisant aux portes des USA qui mènent parallèlement une politique anti-immigrés très répressive sur cette frontière. Les premières victimes de cette situation sont les centaines de femmes pauvres assassinées à Ciudad Juarez. Cela n'a pas empêché le trafic de cocaïne de progresser. L'ONU constate même qu'au niveau planétaire la consommation d'opiacés a augmenté de 35,5 % entre 1998 et 2008 (la guerre en Afghanistan n'y est pas pour rien), celle de cocaïne de 27 % et celle de cannabis de 8,5 %. Il y a donc urgence à cesser au niveau international la politique répressive actuelle.

La légalisation est la seule mesure sérieuse en termes de santé publique. Il faut apprendre à vivre avec les drogues, les gérer au mieux. N'oublions pas que les deux drogues les plus dangereuses en France sont légales : le tabac (60 000 morts par an) et l'alcool (35 000 morts par an). Le seul moyen pour faire réellement de la prévention et de l'aide à la diminution des risques (utilisation de seringues stériles pour prévenir les infections par exemple) passe par la dépénalisation des drogues. Ne plus faire du consommateur un délinquant est le préalable à toute politique de santé qui vise à réellement aider les gens dans l'usage de drogues qui peut devenir ingérable pour certains.

Pour l'instant, les réponses de la gauche sont faibles. Act-up, Aides... essaient de faire entendre leur voix et leurs préoccupations face à la dégradation de la situation. À part le NPA et EÉ-LV, aucun parti ne prend clairement position en faveur de la dépénalisation de la consommation des drogues et de la légalisation du cannabis, qui sont pourtant des mesures simples et facilement applicables, même dans le cadre du système actuel. Le PS partage fondamentalement le discours de l'UMP sur la question. Hollande et Royal se sont opposés à la légalisation du cannabis : « *On ne peut pas relâcher la répression sur le trafic* », estimant que le trafic se reporterait alors « *sur d'autres drogues* ». Seul Vaillant, ancien ministre de l'Intérieur socialiste, a pris position pour, plutôt par simple pragmatisme policier. Il y a pourtant nécessité et urgence à s'opposer à la droite qui prétend rétablir l'ordre moral. La loi de 1970 permet au gouvernement de maintenir une sorte d'état d'exception dans les banlieues. La lutte antidrogue sert de prétexte à de nombreuses dérives sécuritaires : au niveau légal, le trafic de drogue est soumis aux mêmes mesures que le terrorisme. Refusons cela. Avant, pendant et après 2012, une seule solution : légalisation !

Antoine Boulangé

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 107 (16/06/11).